

Billet politique

Nathalie Bamps

L'école était la priorité numéro un du duo PS-cdH aux manettes de la Communauté française. Mais après les grandes envolées électorales, ils atterrissent dans la boue budgétaire. Alors, la gratuité des repas scolaires ou l'égalité du financement des réseaux, n'y comptez (sans doute) plus trop...

Vous avez remarqué l'exercice de grand écart auquel est en train de se livrer le duo PS-cdH dans sa tentative d'élaborer un projet de législation pour l'enseignement? Non? On va vous expliquer...

Les deux partis sont tiraillés entre les réalités budgétaires et les promesses électorales qu'ils ont faites. Et dans cette séance d'étirements, Paul Magnette risque bien de devoir se montrer encore plus souple que son partenaire de coalition Benoît Lutgen. Tant mieux pour ce dernier... Le rejet d'une participation de son parti au niveau fédéral montre en effet que le cdH n'est pas très porté sur la gymnastique (et sur le grand écart)...

Rappelez-vous. Début mars 2013, le président du PS annonçait ses 6 grandes mesures pour lutter contre l'échec scolaire. Les trois premières mesures étaient même chiffrées: 334 millions. Une transparence et une précision qui, aujourd'hui, se retournent contre les socialistes. Car ces mesures étaient aussi les plus parlantes (populistes?) pour le citoyen lambda: gratuité de l'étude et des garderies (62 millions), gratuité des repas chauds (231 millions), engagement de 1.000 profs (41 millions). Les associations de parents ne s'étaient d'ailleurs pas laissé bernier, qualifiant le programme socialiste de «publicité mensongère», et le disant «impayable».

Et donc, les socialistes ont-ils réellement menti à leurs électeurs? Ne tirons pas sur l'ambulance. Oui, sans doute le PS n'a-t-il pas dit que des vérités. Mais c'est de bonne guerre (électorale). Il faudrait être naïf pour croire qu'un parti au pouvoir appliquera la totalité de son programme.

Menteur moi?

Donc en effet, dans les rangs socialistes, on reconnaît aujourd'hui «qu'on ne pourra

pas tout réaliser». Mais le PS ne se laissera pas traiter de menteur. Quand on élabore une déclaration de politique générale, on sait qu'on devra faire des choix. De là à dire qu'on jette toutes ses promesses à la poubelle, il y a de la marge...

Et du côté du cdH alors, jusqu'où pourra aller la générosité face à l'électeur? Les promesses électorales des humanistes sont plus générales (vagues?): renforcer l'autonomie des écoles, renforcer les compétences de base des élèves, améliorer la transition entre les niveaux, réexaminer les filières, financer les réseaux de manière plus égalitaire. Et elles ne sont pas chiffrées. La politique à mener sera alors évidemment plus facile à justifier à l'heure de confronter ces promesses aux réalités.

Mais ne vous y trompez pas. Le cdH risque aussi de faire quelques dégâts tout au long des longs arbitrages budgétaires. À commencer par son réseau de prédilection: le libre. Car, à la fois pour des raisons de gros sous, et pour des considérations plus politiques, Benoît Lutgen va devoir ferrailer ferme pour décrocher l'égalité de traitement (financière s'entend) entre les réseaux d'enseignement que proposait sa jeune collègue Marie-Martine Schyns à deux mois des élections. Il n'y a qu'à voir

les remous que les quelques mesures prises dans ce sens ont déjà provoqués entre les deux groupes politiques sous la précédente législature...

Sauce austérité

Alors quoi, l'école ne sera-t-elle donc mangée qu'à la sauce austérité? Si ce devait être le cas, les électeurs auraient toutes les raisons de râler. Car ce n'est évidemment pas durant le mois de juin que PS et cdH ont découvert que les caisses de la Communauté étaient vides. Mais cela ne les aura pas empêchés de faire des promesses...

Cela signifie donc qu'après les premières fuites sur les coupes sombres (150 millions d'économies annuelles annoncées), viendront ensuite les «bonnes» nouvelles. C'est un classique en politique. Les fuites percent généralement sur les pires mesures, avant que l'opinion publique ne soit rassurée, bercée par la douce illusion que «ce n'est finalement pas aussi grave».

Et on en revient donc aux choix. Ce à quoi, finalement, se résume le travail des négociateurs. À côté des économies (fermer certaines sections désertées par exemple), il y aura aussi place pour de nouvelles politiques, promet-on. Ce n'est pas un scoop. C'est le propre de toute déclaration gouvernementale. Des politiques pas nécessairement très coûteuses...

On peut ainsi raisonnablement espérer que la généralisation de l'enseignement en alternance (préconisée dans toutes les chappelles, que ce soit patronales ou enseignantes) sera de la partie. Qu'il y aura davantage de profs dans les écoles pour faire de la remédiation et lutter contre l'échec scolaire (une mesure qui ne coûterait que 41 millions et qui pourrait être financée via d'autres économies).

Par contre, on peut aussi raisonnablement penser qu'au 1^{er} septembre, les parents devront continuer à payer les frais de garderie de leurs enfants et leur repas chaud. Ou leur glisser quelques tartines dans le cartable. Car les quelques miettes de pain sec qui resteront pour financer les nouvelles politiques seront distribuées très parcimonieusement...

Quand on élabore une déclaration de politique générale, on sait qu'on devra faire des choix. De là à dire qu'on jette toutes ses promesses à la poubelle, il y a de la marge...